Direction des Achats,
de la Logistique et des Infrastructures

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

MAITRISE D'OEUVRE POUR LE PROJET D'EXTENSION ET DE RENOVATION DU SERVICE REANIMATION 2028

Date et heure limites de réception des offres :

lundi 23 novembre 2026 à 12:00

Centre Hospitalier Annecy Genevois
1 avenue de l'Hôpital
BP 90074
74370 EPAGNY METZ-TESSY
Tél : 04 50 63 64 69

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation 3
1.1 - Objet 3
1.2 - Mode de passation 3
1.3 - Type et forme de contrat 3
1.4 - Décomposition de la consultation 3
1.5 - Nomenclature 3
2 - Conditions de la consultation 3
2.1 - Délai de validité des offres 3
2.2 - Forme juridique du groupement 3
2.3 - Variantes 3
2.4 - Développement durable 3
3 - Les intervenants 4
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier 4
3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie 4
3.3 - Contrôle technique 4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs 4
4 - Conditions relatives au contrat 4
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement 4
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité 4
5 - Contenu du dossier de consultation 4
6 - Présentation des candidatures et des offres 5
6.1 - Documents à produire 5
6.2 - Visites sur site obligatoire 7
6.3 – Auditions des candidats 7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis 7
7.1 - Transmission électronique 7
7.2 - Transmission sous support papier 8
8 - Examen des candidatures et des offres 8
8.1 - Sélection des candidatures 8
8.2 - Attribution des marchés 9
8.3 - Suite à donner à la consultation 9
9 - Récompenses 9
10 - Renseignements complémentaires 9
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact 9
10.2 - Procédures de recours 10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

MAITRISE D'OEUVRE POUR LE PROJET
D'EXTENSION ET DE RENOVATION DU SERVICE REANIMATION 2028

Lieu(x) d'exécution :
CHANGE SITE METZ TESSY
1 AVENUE DE L'HOPITAL - 74370 EPAGNY METZ TESSY

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : L'allotissement ne permet pas d'assurer l'organisation, le pilotage et la coordination de la prestation.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71223000-7	Services d'architecte pour des travaux d'extension de bâtiment

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP et le CDC fonctionnel. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur fonds propres (budget hospitalier) selon les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et annexe 1 Accès CTL.pdf
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
    - annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations
    - annexe 2 : coûts journaliers servant de base aux modifications du marché
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le programme de l'opération sous la forme d'un cahier des charges fonctionnel et d'un CCTP
    - annexe 1 plan existant N3
    - annexe 2 plan existant N2

annexe 3 plan existant N3 occupation des locaux

annexe 4 esquisse préliminaire 2025 scenario 2

annexe 5 instruction du 6 avril 2023

annexe 6 extrait du groupe de travail rea28 sept26

annexe 7 extrait programme technique change version temporaire 2026

annexe 8 extrait fiches par locaux version temporaire 2026

- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

- La fiche contact fournisseur

- La déclaration sur l'honneur relative aux contrats russes

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents de candidature qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation (sur l'année en cours) et qui demeurent valables.
Le Décret n°2019-33 du 18 janvier 2019 fixe la liste des pièces que les candidats ne sont pas tenus de produire à l'appui de leur dossier de candidature, telles que :

- l'attestation de régularité fiscale de l'année
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce, si elle date de moins de 3 mois
- les attestations de régularité sociale et de vigilance, si elles datent de moins de 6 mois

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Il est porté à l'attention du candidat qu'**aucune modification ne doit être faite sur les documents transmis** par le pouvoir adjudicateur, sous peine d'irrégularité et de l'éventuel rejet de l'offre.
En cas de remarque à porter à notre attention, il convient de faire un message sur le profil acheteur.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes annexe n° 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations **annexe n° 2 : coûts journaliers servant de base aux modifications du marché (à compléter)**	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) La DPGF sera fournie au format excel à des fins d'analyse.	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, selon les attendus énoncés dans le cadre de mémoire.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site obligatoire

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :
Une visite aura lieu le 03/11/2026 à 9h00 à 12h00.
Elle sera menée par Madame Pauline Dessage, conductrice d'opération, Direction Des Opérations

Lieu du rdv : Centre Technique et Logistiques, 1er étage, salles n°1 et 2 situé 21 Impasse des Ilettes, 74370 Epagny Metz Tessy (voir plan joint en annexe 1 au RC)

Le registre de visite sera à signer sur place par chaque entreprise présente.

Afin de nous permettre de nous organiser au mieux et dans le cas où vous souhaiteriez effectuer la visite, nous vous remercions de nous confirmer votre présence via le profil acheteur AWS ou par mail à l'adresse dali.cmp@ch-annecygenevois.fr deux jours avant la date de visite.

6.3 – Auditions des candidats

Au vu de la complexité du projet, le CHANGE organise des auditons afin d'obtenir des éclaircissements oraux.

Les conditions d'auditions sont les suivantes :

Les auditions sont prévues le 3 décembre de 9h à 16h.
Lieu : Centre Technique et Logistiques, 1er étage, salles n°1 et 2 situé 21 Impasse des Ilettes, 74370 Epagny Metz Tessy (voir plan joint)

Conformément au code de la commande publique, les négociations ne sont pas autorisées.
Les courriers d'invitations seront transmis à tous les candidats dont les offres sont recevables.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : https://www.marches-publics.info/.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.** Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :
- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Centre Hospitalier Annecy Genevois
Direction des Achats, de la Logistique et des Infrastructures, Cellule des Marchés et Contrats
1 avenue de l'Hôpital
BP 90074
74370 EPAGNY METZ-TESSY

Les fichiers devront être transmis dans les formats suivants : word excel pdf.
La DPGF sera fournie au format excel à des fins d'analyse.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à

tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (honoraires de la MOE)	**40.0 %**
3- Valeur technique	**55.0 %**
3. 1 -Qualification du personnel exécutant le marché	**10.0 %**
3.2 - Compréhension du projet	**15.0 %**
3.3 - Méthodologie par phase de mission	**20.0 %**
3.4 - Calendrier prévisionnel	**10.0 %**
4-Performance en matière de développement durable	**5.0 %**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le mémoire technique comprendra impérativement les informations demandées au cadre de réponse en respectant leur ordre d'apparition. Un total de 25 pages MAXIMUM est attendu (hors annexes).

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : https://www.marches-publics.info/

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Les recours ouverts aux candidats et tiers sont le :

Référé précontractuel (articles L.551-1 et suivants du Code de justice administrative peut être exercé jusqu'à la signature du contrat, devant le Tribunal administratif de Grenoble.

Référé contractuel (articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative) :

Peut être exercé dans un délai de **31 jours** à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut de publication, dans un délai de **6 mois** à compter de la signature du contrat, devant le Tribunal administratif de Grenoble.

Recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'État, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994) :

Ouvert à tout tiers lésé de manière suffisamment directe et certaine, dans un délai de **2 mois** à compter de la publication ou notification des mesures de publicité appropriées, devant le Tribunal administratif de Grenoble.

Tribunal compétent :
Tribunal Administratif de Grenoble 2 place Verdun BP 1135 38022 GRENOBLE CEDEX
Tél : 04 76 42 90 00
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tél : 04 76 42 90 00
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
1 boulevard Marius Vivier-Merle
Tour SwissLife
69443 LYON